



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: 'Côte d'Ivoire
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL 'ANNUEL
DATE DE RAPPORT: 'Octobre 2019

Titre du projet: 'Appui à la consolidation du désarmement communautaire, de la réintégration des ex-combattants et de la RSS en Côte d'Ivoire	
Numéro Projet / MPTF Gateway: '00108201	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire: '
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): ' PNUD,	
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): ' Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté (MSCSIV), Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Ministère du Plan et du Développement, Ministère d'Etat, ministère de la défense, Organisations de la Société Civile, Secrétariat-Comité National de Sécurité, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;, Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, Commission Nationale de lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petits calibre, Commission défense de l'Assemblée Nationale,	
Date de début du projet¹: '01/11/2017 Durée du projet en mois : ² '38 mois (31 Janvier 2021)	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input checked="" type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): PNUD : \$ 7150000 : \$: \$: \$ Total: 7,150,000 \$US <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: Une tranche sur 2 a été reçue, représentant 70% du budget global	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Arsène ASSANDE

Rapport approuvé par: Giscard KOUASSI

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: -

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport: -

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Conformément au plan de travail annuel 2019, l'ensemble des activités du projet ont connu un taux global de réalisation de 64%. Le processus de consolidation de la réintégration des ex-combattants dans l'administration publique s'est poursuivi avec la formation de 154 agents des Eaux et Forêts sur les thématiques de sécurité humaine, de gouvernance forestière et de changement climatique avec un accent sur le renforcement de l'implication des communautés dans la préservation de l'environnement. Dans cette même dynamique, les activités de rapprochement communautaire entre les ex-combattants et les populations civiles se sont poursuivies avec l'identification et la validation conjointe de construction de points d'eau et d'aménagement d'aires de jeu autour des 05 centres de secours d'urgence (CSU) ciblés. Les activités de dialogue socio-sécuritaires pour le renforcement de la collaboration entre les civils et les FDS se sont poursuivies dans les localités de Bondoukou, Abengourou, Daoukro, Dimbokro, Man, Aboisso et de Bouaflé. Le projet poursuit ses actions de renforcement de la prévention et la gestion des conflits à travers les dialogues intercommunautaires à Lakota, Bangolo, Zouan Hounien, Tiébissou, Bocanda, Grand-Bassam, Fresco, Koun Fao et KouassiKouassikro.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

La réinsertion durable des ex-combattants demeure un levier important pour la consolidation de la paix. Le soulèvement de ceux-ci en mai 2017 a paralysé les activités socio-économiques dans tout le pays. La nouvelle approche du S-CNS vise la consolidation de l'intégration des ex-combattants intégrés dans la fonction publique et la poursuite de la consolidation des acquis de la réintégration sociale à travers des activités de relèvements communautaires. Les grèves répétées au niveau des CSU et les attaques des pompiers lors d'opérations de secours par des populations à Agboville et San Pedro démontrent la pertinence du projet. Le contexte socio-politique marqué par la radicalisation du discours politique et des oppositions ouvertes notamment entre l'ex-Président de l'Assemblée Nationale, par ailleurs ex-leaders de la rébellion, risque de créer une crise de confiance des ex-combattants et leur acceptation par les communautés d'accueil. Il faut noter également les revendications de quelques 600 ex-combattants réunis au sein de la "cellule 39" portant sur le non paiement de prime de guerre. Les tensions intercommunautaires persistent dans certaines localités et débouchent parfois sur des violences comme ce fut le cas de Béoumi en juin 2019. Notons également les affrontements en septembre 2019 entre des agents de la police et des éléments des forces spéciales suite à l'arrestation d'un des leurs par la police. Au regard de toutes ces tensions, il apparaît nécessaire de poursuivre le renforcement des mécanismes de prévention des conflits dans les zones de tensions non couvertes par les activités du projet.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

L'innovation de ce projet porte sur les opportunités offertes aux différents acteurs de la sécurité et de la cohésion sociale de disposer de cadres de concertation permanent sur les questions essentielles qui impactent la vie des communautés:- Les Brown Bag Lunch (BBL) constituent un cadre d'échanges et de débats publics ouverts à tous les acteurs pour discuter sur des questions et des défis en matière de gouvernance sécuritaire d'une manière globale.- Les dialogues socio-sécuritaires appuyés dans le cadre de ce projet et les Comités Civilo-Militaires mis en place constituent également un cadre permanent approprié qui privilégie la participation effective des communautés dans la dynamique globale de sécurité au niveau local. En outre, la nouvelle approche proposée par le S-CNS dans le cadre du projet favorise la non stigmatisation des ex-combattants en renforçant leur professionnalisme à travers des formations sur le respect des Droits Humains, la protection de l'environnement et la réalisation d'activités communautaires autour des Centres de Secours d'Urgence pour une meilleure resocialisation dans leurs nouveaux corps et au sein des communautés d'accueil. A cela s'ajoute toute la dynamique communautaire développée dans la mise en oeuvre des activités qui engage les ex-combattants et les communautés dans un partenariat "gagnant - gagnant" évitant ainsi au projet d'être perçu comme une récompense à ceux ayant été engagés dans la guerre au détriment des communautés.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Cette initiative d'appuyer le processus de consolidation de la réintégration des ex-combattants dans l'administration publique, a été fortement appréciée par l'administration pénitentiaire, celle des Eaux et Forêts et celle de la protection civile. En témoignent les propos du directeur du camp pénal de Bouaké dont douze (12) de ses agents ont bénéficié de la formation: "aujourd'hui, cette formation a permis d'améliorer leur professionnalisme; ils comprennent mieux leurs missions et accomplissent désormais un travail de meilleure qualité. Cela m'a conduit d'ailleurs à faire d'eux mes très proches collaborateurs". Ce processus a permis de former au total 395 ex-combattants intégrés dans les corps des Eaux et Forêts et des gardes pénitentiaires sur les 400 attendus. En réponse au dépôt volontaire des 1044 ALPC à la suite des sensibilisations, 526 déposants volontaires ont bénéficié d'AGR. 47 agents de sécurité et de leaders communautaires ont bénéficié de formation sur la prévention de l'extrémisme violent en lien avec la problématique des ALPC dans la zone nord frontalière au Burkina et au Mali, foyers d'attaques récurrentes. 560 acteurs locaux dont 50% de FDS et 50% de leaders communautaires se sont engagés au renforcement de la sécurité au niveau local à l'issue des dialogues socio-sécuritaires dans 7 localités. Ce qui porte à un total de 33 CCM mis en place dans le cadre du projet. 5 dialogues inter-communautaires ont été réalisés au profit des communautés en conflit. A Lakota par exemple, le dialogue a permis d'apaiser les tensions nées des dernières élections locales entre les partisans du Député et ceux du Maire. Les parties prenantes notamment les jeunes et les femmes ont pris des engagements pour le retour définitif de la paix dans leur localité. Les activités de rapprochement communautaire entre les ex-combattants intégrés dans la fonction de

pompiers civils au sein de l'Office Nationale de la Protection Civile (ONPC) et les populations civiles se sont poursuivies avec l'identification et la validation conjointe de construction de points d'eau et d'aménagement d'aires de jeu autour des 05 centres de secours d'urgence (CSU) ciblés. En vue de renforcer sa mission de promotion de la culture de la paix, le projet a accompagné deux initiatives de la Fondation Félix Houphouët Boigny portant sur le renforcement des capacités techniques de 35 rois et chefs traditionnels, guides religieux et leaders communautaires pour leur plus grande implication dans la prévention et la gestion des conflits dans leurs circonscriptions respectives.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Le cadre d'échanges qu'offrent les dialogues intercommunautaires constituent une opportunité pour les populations de prévenir et de régler pacifiquement les conflits dans leur localité. Le cas de la localité de Lakota ayant connu des violences lors des élections locales passées, témoigne de l'impact de ce mécanisme en matière de prévention et de résolution pacifique des conflits. Le Préfet de cette localité a témoigné qu'il était presque impossible de réunir les partisans du Maire et ceux du Député dans un même lieu sans qu'il n'y ait un affrontement depuis la tenue des dernières élections locales. Mais, cela a été possible grâce au dialogue intercommunautaire. Selon lui, cette activité a permis de faire baisser la tension au niveau de Lakota. Du côté de la jeunesse, le président des jeunes après avoir reconnu que la jeunesse est manipulée par les acteurs politiques, a pris l'engagement d'œuvrer désormais pour une entente entre la jeunesse de Lakota. Quant aux femmes, elles se sont engagées à organiser une rencontre des deux leaders politiques que sont le Maire et le député pour aplanir leurs différends pour la paix et la cohésion des fils et filles de Lakota vu que ces deux personnalités ont été identifiées par tous les participants comme étant la première source des conflits dans la localité.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

L'un des défis du projet consistait à renforcer l'ancrage institutionnel des CCM mis en place dans le cadre du projet. Ce défi a été relevé par la partie nationale à travers la mise en place des Comités Départementaux de Sécurité (CDS). En effet, l'appropriation nationale des initiatives en matière de dialogue socio-sécuritaire s'est traduite par la prise d'un arrêté ministériel définissant le cadre institutionnel des Comités Départementaux de Sécurité (CDS) nouvellement créés auxquels sont désormais rattachés directement les Cellules Civilo-Militaires (CCM), en lieu et place des ex-Comités Civilo-Militaires, comme organes opérationnels au niveau local. Les nouvelles initiatives en matière de dialogue socio-sécuritaire doivent donc s'inscrire dans cette nouvelle orientation définie par la partie nationale. Ce qui vient consolider et confirmer la pertinence de l'appui du PBF en matière de rapprochement entre les FDS et les civils et en garantit son appropriation. En réponse aux défis d'acceptation des ex-combattants pompiers civils dans leur communauté d'accueil, le projet avec l'appui de l'ONPC a développé une nouvelle approche basée sur la notion de "citoyen-sauveteur". En effet, en vue de consolider la réinsertion des ex-combattants pompiers civils au sein de leurs communautés et d'accroître l'engagement des populations dans la protection civile au niveau local, 240 "citoyens-sauveteurs" ont été formés par les pompiers civils.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

<p style="">Le projet est en bonne voie avec une plus grande implication et appropriation de tous nos partenaires nationaux notamment le S-CNS, le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la lutte contre la Pauvreté, le CNDH, l'ONPC et les communautés.</p>

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

Rapport dialogues socio sécuritaire, Rapport atelier de capitalisation des CRDH, Rapport DIC Lakota, Rapport DIC Zouan Hounien, Rapport symposium, Rapport formation des associations féminines,

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Au cours de l'année 2019, en collaboration avec le S-CNS, 54 membres des Organisations de la Société Civile d'Abidjan et Bouaké ont été outillés sur leur rôle dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité. A la suite de cet atelier, les organisations de la société civile se sont engagées à la création d'un Observatoire pour le suivi du contrôle démocratique du secteur de la sécurité qui constituera une plateforme dans l'optique de mieux coordonner leurs principales actions en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Un atelier de renforcement des capacités des agents des eaux et forêts sur la gouvernance forestière et les changements climatiques a permis de former 47 nouveaux agents des eaux et forêts de la zone nord du pays sur les thématiques de gouvernance forestière, de changements

climatiques et de sécurité humaine. A ce jour, ce sont au total, 195 agents des eaux et forêts qui ont été formés. Le Colonel Gueu, Chef de cantonnement des Eaux et Forêts à Korhogo, a souligné la pertinence de cette formation à l'endroit de ses agents issus des rangs des ex-combattants qui devra contribuer à renforcer leur professionnalisme ainsi que la qualité de la collaboration avec les communautés de leurs zones d'intervention. Un atelier de renforcement des capacités des forces de sécurité et des communautés sur les nouvelles menaces sécuritaires, la circulation illicite des armes et la coopération inter agences et communautaire a été organisé au profit de 50 participants de la zone nord du pays (Bouna, Odienné et Ouangolodougou). Ces participants (autorités Préfectorales, Forces de Défense et de sécurités religieuses, OSC, femmes, jeunesse), au nombre de 50 dont 10 femmes venus des départements de Bouna, d'Odienné et de Ouangolodougou ont été outillés sur les mécanismes et outils de collaboration ainsi que sur le rôle qu'ils doivent jouer, pour adresser les problématiques liées aux nouvelles menaces et la circulation illicite des armes. 31 membres des commissions régionales du nouveau Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) ont été formés sur la nouvelle stratégie de promotion et de protection des droits de l'homme. Cet atelier a servi de cadre de capitalisation des bonnes pratiques et de partage d'expériences entre les nouveaux et les anciens commissaires régionaux ainsi que la nouvelle équipe managériale du CNDH.

Résultat 2: Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Au cours de l'année 2019, 10 dialogues socio-sécuritaires réunissant 800 FDS et leaders communautaires ont été organisés à Aboisso, Boundiali, Bondoukou, Abengourou, Dimbokro, Daoukro, Adzopé, Odienné, Man et Bouaflé. Ces ateliers ont permis de mettre en place les comités civilo-militaires dans ces localités, complétant ainsi le nombre de CCM installés sur toute l'étendue du territoire à 36. Selon le commissaire de police de Man, la mise en place d'un CCM dans sa localité représente une opportunité pour les FDS de se rapprocher davantage des populations civiles et de partager des informations sécuritaires. Egalement, les initiatives de rapprochement communautaire se sont poursuivies avec les dialogues intercommunautaires dans les localités de Tiébissou, Bocanda, Kouassi Kouassikro, Fresco, Koun Fao, Lakota, Katiola, Béoumi, Bangolo et Zouan Hounien. A Lakota, le Préfet a témoigné qu'il était presque impossible de réunir les partisans du Maire et ceux du Député dans un même lieu sans qu'il n'y ait un affrontement depuis la tenue des dernières élections locales. Mais, cela a été possible grâce au dialogue intercommunautaire. Selon lui, cette activité a permis de faire baisser la tension au niveau de Lakota. Du côté de la jeunesse, le président des jeunes après avoir reconnu que la jeunesse est manipulée par les acteurs politiques, a pris l'engagement d'œuvrer désormais pour une entente entre la jeunesse de Lakota. Quant aux femmes, elles se sont engagées à organiser une rencontre des deux leaders politiques que sont le Maire et le député pour aplanir leurs différends pour la paix et la cohésion des fils et filles de Lakota vu que ces 2 personnalités ont été identifiées par tous les participants comme étant la première source des conflits dans la localité. 6 localités (Mahapleu, Gbonné, Hiré, Agnibilékro, Gandié et Dabakala) ayant déjà abritées un dialogue intercommunautaire, ont bénéficié de 250 chaises, 4 bâches, d'un appareil de sonorisation et de 150 tables bancs. Ces équipements permettront aux communautés de poursuivre la sensibilisation et d'organiser des rencontres en faveur de la paix

et de la cohésion sociale. A Gandié, le chef de la communauté autochtone a soutenu que ces équipements constituent un facteur de rapprochement communautaire car chacune des communautés pourra s'en servir sans tenir compte des origines et de la provenance. En vue de permettre aux leaders religieux, rois et chefs traditionnels de renforcer leur rôle dans la promotion de la paix et de la non-violence, un symposium a été organisé autour des thématiques de prévention et gestion des conflits. Les 35 leaders et chefs religieux ont lancé un appel à la classe politique ivoirienne à renouer un dialogue politique sincère sur les grandes questions d'intérêt public et à transcender le nombrilisme partisan pour dépasser les questions d'intérêt personnel. Les activités de rapprochement communautaire entre les ex-combattants intégrés dans la fonction de pompiers civils au

Résultat 3:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

-

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

-

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>' Le niveau d'engagement des institutions partenaires dans le cadre du projet notamment le S-CNS, la ComNat-ALPC et la CNDH-CI dans la planification et la mise en oeuvre des différentes activités du projet est une illustration de la dynamique d'implication et d'appropriation de ces institutions. Ainsi, les activités de dialogues socio sécuritaires, les ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux en droit de l'homme sont cofinancés par le PNUD et le S-CNS. Plusieurs modules sont également animés par le personnel du S-CNS et de la CNDHCI. Egalement, l'implication du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et la lutte contre la Pauvreté dans la conduite des dialogues intercommunautaires témoigne de l'intérêt des partenaires nationaux pour le renforcement de la cohésion sociale dans les localités à forte tension communautaire. La prise d'un arrêté ministériel définissant le cadre institutionnel des Comités Départementaux de Sécurité (CDS) nouvellement créés auxquels sont désormais rattachés directement les Cellules Civilo-Militaires (CCM), en lieu et place des ex-Comités Civilo-Militaires, comme</p>
---	--

	organes opérationnels au niveau local traduit l'engagement de la partie nationale.
Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)	L'équipe projet en étroite collaboration avec des Experts des institutions nationales engagées dans le projet, organise régulièrement des missions de suivi des activités initiées en réalisant des focus groupes, des entretiens avec les bénéficiaires, les autorités locales et certains acteurs locaux. Après chaque mission de suivi, un rapport de mission est produit par l'équipe de mission faisant ressortir l'état d'avancement des activités de terrain, les contraintes et les mesures correctives à prendre pour la réussite du projet. Le plan de travail annuel du projet ainsi que les indicateurs et les stratégies de collecte ont été validés au cours d'un atelier organisé par le ST PBF avec les parties prenantes au projet.
Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)	'<p>Une enquête de perception a été commanditée par le secrétariat technique du PBF. Cette étude permet de disposer d'indicateurs de base ou de référence qui nous permettent d'apprécier les évolutions et les changements apportés par le projet au niveau des bénéficiaires.</p> .
Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)	Le PNUD a signé en 2018 une convention avec l'Ambassade du Japon pour le financement des initiatives dans le domaine de la protection civile impliquant de nombreux ex-combattants intégrés dans le corps des Pompiers Civils. Ce financement vient en complément au financement PBF pour consolider la réinsertion et l'intégration des ex-combattants engagés dans la protection civile. Ce projet d'un montant de 3,5 millions de dollars US couvre une période de 3 ans et a démarré effectivement en juillet 2018. .
Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)	L'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE) ont manifesté leurs intérêts pour le financement d'initiatives de réinsertion durable des ex-combattants. Le PNUD leur a donc transmis des notes conceptuelles qui sont en cours d'examen.
Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)	Les structures nationales en charge du post-DDR sont mises en avant dans la planification et la mise en œuvre des différentes activités du projet. L'accent est mis sur le renforcement des capacités techniques de leurs Experts et le cofinancement des activités est privilégié avec une participation des acteurs locaux dans les zones cibles du projet.
Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus	La résurgence des mutineries et autres revendications au sein des militaires et impliquant des ex-combattants a amené le S-CNS, principal partenaire du projet, à réorienter l'approche de

<p>depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>consolidation de la réintégration des ex-combattants telle que planifiée dans le projet. Le niveau d'engagement du S-CNS a permis de faire les ajustements nécessaires pour l'atteinte des résultats du projet même si cela a entraîné un retard dans le démarrage de certaines activités du projet. Ce retard a été rattrapé. Face aux éventuels affrontements entre différentes factions des forces de défense et de sécurité comme celui constaté entre la police et les forces spéciales en septembre 2019, le projet a renforcé le plaidoyer auprès du gouvernement pour plus de sensibilisations au sein des casernes et unités des FDS. Egalement, il a poursuivi les formations des éléments des FDS lors des dialogues socio-sécuritaires en mettant l'accent sur l'indispensable collaboration entre les différentes unités.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le module sur le genre et équité a été intégré dans les modules de formation lors des dialogues socio-sécuritaires. Un plaidoyer a été fait auprès des structures en charge du post-DDR pour que la priorité soit accordée aux femmes dans le cadre de ce projet. Egalement, le projet a soutenu une initiative de la Fondation Félix Houphouët Boigny à travers la formation de 68 femmes issues d'organisations féminines sur la culture de la paix et la cohésion sociale.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p><p>RAS</p></p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des	Indicateur 1.1 Baisse de l'indice de sécurité	Niveau de référence : 1.2	1	Sentiment de sécurité dans le transport public =61,69 Sentiment de sécurité dans le lieu de travail = 78,97 (chiffre clé:1.1)		
	Indicateur 1.2 Amélioration de la perception des populations sur l'amélioration de la sécurité	64,2% (femmes) et 62.6% (hommes)	70%	La Perception des populations sur l'amélioration de la sécurité est de 84,04 (chiffre clé:84.04)		
	Indicateur 1.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile						
Produit 1.1 Les capacités de pilotage et de coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS sont renforcées pour prévenir la violence	Indicateur 1.1.1 Pourcentage des rencontres mandataires sont tenues	0%	90%	Le S-CNS tient régulièrement des rencontres trimestrielles avec les 5 institutions nationales engagées dans le processus RSS notamment la CCSR, l'OSCN, la ComNat-ALPC, la CNDH-CI) (chiffre clé:100)		
	Indicateur 1.1.2 Taux de mise en œuvre des nouvelles	0%	Au moins 75	La CNDH-CI et la ComNat-ALPC collaborent étroitement avec le		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
armée et accompagner les réformes du secteur de la sécurité	décisions/ recommandations du cadre de Coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS			S-CNS dans la mise en oeuvre des réformes qui relèvent directement d'elles (chiffre clé:90)		
Produit 1.2 Les populations en particulier les femmes connaissent leurs droits fondamentaux et les mécanismes de saisine des institutions	Indicateur 1.2.1 Pourcentage de nouvelles personnes sensibilisées désagrégées par sexe qui connaissent leurs droits fondamentaux	0%	70%	60% des communautés des zones ciblées 800 acteurs de la société civile et de FDS dont 35% de femme ont eu leurs capacités renforcées sur les droit de l'homme à Bouaké et Douékoué et le processus suit son cours dans 29		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
des droits humains				autres régions de la Côte d'Ivoire avec la CNDHCI et le S-CNS (chiffre clé:60)		
	Indicateur 1.2.2 Nombre de nouvelles requêtes de saisine formulées par les requérants à la CNDHCI	0	Au moins 20	15 requêtes en cours de traitement En raison de la réforme de la CNDH-CI survenue au cours du semestre, les activités de formation des membres n'a pu avoir lieu. Ces activités de renforcement de capacités ont été replanifiées pour le deuxième semestre (chiffre clé:15)		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 2 Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus	Indicateur 2.1 Nombre de revendications corporatistes des réintégrés Niveau de référence	8 revendications en 2016-2017	2	Aucune revendication corporatrice n'a été enregistrée depuis celles de janvier 2017 (chiffre clé:0)		
	Indicateur 2.2 Niveau de confiance des populations aux FDS (pourcentage)	53%	60%	Le Niveau de confiance des populations aux FDS est de 72,3% (chiffre clé:72.3)		
	Indicateur 2.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.1 Le dialogue entre les communautés y compris les femmes et les jeunes, et les forces de défense et de sécurité est renforcé à travers les dialogues socio-sécuritaires.	Indicateur 2.1.1 Nombre de Comités Civilo-Militaires (CCM) mis en place et opérationnels	23	10 nouveaux CCM, soit 33 CCM dont 15% de femmes membres des CCM	10 dialogues socio-sécuritaires réunissant 800 FDS et leaders communautaires ont été organisés à Aboisso, Boundiali, Bondoukou, Abengourou, Dimbokro, Daoukro, Adzopé, Odiénné, Man et Bouaflé. (chiffre clé:10)		
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'activités de réponses menées par les CCM après les diagnostics socio-sécuritaires	0	Au moins une activité de réponse est menée par chaque CCM (51 activités de réponses au total)	En cours (chiffre clé:0)		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.2 Les ex-combattants démobilisés et les communautés d'accueil/installation y compris les déposants volontaires d'ALPC bénéficient de projets de réintégration socio-économique	Indicateur 2.2.1 Proportion de collègues de travail attestant avoir une bonne collaboration avec les ex combattants réinsérés dans l'administration	0%	75%	Le processus de formations est en cours. Une enquête de perception devra permettre de déterminer cette proportion. L'appui aux ex-combattants qui exercent des activités économiques pourrait donner l'impression d'une reprise du DDR au niveau des ex-combattants. le projet ne pouvant couvrir tous les besoins, la reorientation à été faite vers ceux d'entre eux qui ont intégrés les structures étatiques (chiffre clé:0)		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.2.2 Nombre des nouvelles d'ALPC collectées	0	1000	130 armes , 210 minutions et 2 grenades supplémentaires collectées au cours de cette période (chiffre clé:1044)		
Produit 2.3 Les communautés vivent en harmonies et règlent pacifiquement les conflits communautaires	Indicateur 2.3.1 Nombre de dialogues intercommunautaires réalisés	23	10	Des dialogues intercommunautaires ont été réalisés à Lakota, Bangolo, Zouan Hounien, Bocanda, Tiebissou, Béoumi et Katiola (chiffre clé:7)		
	Indicateur 2.3.2 Nombres projets à impact rapide réalisés	10	20	6 QIPS (chaises, baches,sono,table-bancs) à Mahapleu, Gbonné, Iré, Agnibilékro, Gandié et Dabakala (chiffre clé:6)		
Résultat 3	Indicateur 3.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: Les 1 ère, 2 ème et 3 ème tranches sont perçues. Il faut noter qu'à la suite d'une seconde révision du projet soldée par un budget additionnel de 400000\$. Deux tranches sont encore attendues.

Le taux global d'exécution est à ce jour (octobre) de 72%, soit des dépenses de 1 608 957 sur 2 250 000 perçu.

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: La demande des deux dernières tranches sera faite l'année prochaine.

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

<p>RAS</p>

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: Il a été prévu dans le cadre du projet révisé de consacrer 40% des ressources pour les question spécifiques aux femmes.

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.